

FINLANDE

Les résultats en matière de croissance ont été impressionnants, mais imputables dans une large mesure au secteur des TIC, alors que la performance dans un grand nombre d'autres secteurs a été peu dynamique. Le chômage reste élevé et revêt dans une large mesure un caractère structurel.

Priorités d'action

Réduire le coin fiscal sur les coûts de main-d'oeuvre

Enjeux et recommandations : Les taux d'imposition moyens et marginaux des revenus du travail sont parmi les plus élevés de la zone OCDE. Il était recommandé de réduire ces taux sur l'ensemble de la structure des salaires et, si la marge de manœuvre budgétaire restait étroite, d'augmenter plutôt la charge fiscale sur la propriété.

Mesures prises : Des réductions de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de 1.1 % du PIB ont été annoncées après l'accord collectif sur les salaires de la fin de 2004. En 2005-07, les taux de l'impôt sur le revenu au niveau national seront réduits à tous les niveaux et un abattement sur le revenu salarié sera introduit.

Réduire l'utilisation des voies d'accès à la retraite anticipée

Enjeux et recommandations : L'âge de la retraite, notamment pour les hommes, est bas en raison de l'utilisation des possibilités de préretraite. Il était recommandé d'assujettir les chômeurs âgés aux mêmes obligations que les autres personnes sans emploi et de durcir les critères médicaux d'accès au principal régime de pension d'invalidité.

Mesures prises : Un grand programme de réformes des pensions convenu en 2003 est mis en oeuvre. Il prévoit un resserrement des possibilités de passage à la préretraite des chômeurs. Cependant, les critères médicaux d'accès au principal régime de pension d'invalidité seront assouplis.

Réduire la présence de l'État dans l'économie

Enjeux et recommandations : La participation importante de l'État au capital des entreprises affaiblit les pressions concurrentielles dans les secteurs abrités. Il était recommandé de dissocier plus clairement les rôles de propriétaire et de régulateur joués par l'État, de mettre en oeuvre un vaste programme de privatisation et d'accroître la participation du secteur privé aux services financés par le secteur public.

Mesures prises : Les recettes des privatisations ont dépassé 1¼ pour cent du PIB en 2004, soit le niveau le plus élevé depuis le record du marché boursier de 2000, et elles progressaient au même rythme au premier semestre de 2005. La part des prestataires du secteur privé dans les services municipaux a continué de s'accroître modérément.

Rendre plus flexible le système centralisé de négociations salariales

Enjeux et recommandations : Les accords salariaux centralisés ont conduit à une structure des salaires peu ouverte qui évince les emplois de services peu qualifiés et fait obstacle à l'ajustement structurel. Il était recommandé d'encourager une plus grande flexibilité dans la détermination des salaires en suivant l'exemple des autres pays nordiques.

Mesures prises : Le récent accord central sur les salaires prévoit des hausses relativement modérées, se chiffrant en moyenne à 1¾ pour cent l'an jusqu'en septembre 2007, et permet une certaine flexibilité au niveau local.

Réforme des indemnités de chômage

Enjeux et recommandations : Les taux nets de remplacement pour les chômeurs de longue durée sont parmi les plus élevés de la zone OCDE. Il était recommandé de rendre les indemnités de chômage dégressives dans le temps afin d'encourager la recherche d'emploi et de réduire le piège du chômage.

Mesures prises : Aucune mesure récente.